

engagées par lui, directement ou indirectement, et concernant ce territoire, sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

« Art. 158. — L'Allemagne remettra au Japon, dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, les archives, registres, plans, titres et documents de toute nature concernant les administrations civile, militaire, financière, judiciaire ou autres, du territoire de Kiao Tcheou, à quelque endroit qu'ils se trouvent.

« Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au Japon tous les traités, arrangements ou contrats concernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux articles ci-dessus. »

La Chine protesta et devant l'attitude de la nation, le gouvernement de Pe King envoya, le 25 juin 1919, un télégramme à la délégation chinoise de Paris lui ordonnant de ne pas signer le traité, que sans doute l'intelligent mais faible Lou Tseng-siang, chef de la délégation, aurait accepté; trois jours plus tard, nouveau télégramme de Pe King, autorisant la délégation à signer le traité, avec certaines réserves. Le Traité était déjà signé depuis quelques heures !

Dans le discours que le Président WILSON prononçait, le 8 janvier 1918, au Congrès, pour énoncer les conditions essentielles de la paix, il marquait dans le quatorzième point de son programme : « Il faut qu'une association générale soit formée entre les nations, en vertu de conventions formelles, aux fins de procurer à tous les États, grands et petits également, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale. » Les Japonais n'ont pas plus de droit sur le Chan Toung, arraché à la Chine par des traités auxquels elle était incapable de refuser sa signature, que sur la Corée, dont ils se sont emparés contre le vœu des gens du pays et qui doit recouvrer son indépendance absolue, si l'on suit les principes tracés par M. Wilson.

Le 21 janvier 1919, le vicomte UCHIDA, Ministre japonais des Affaires étrangères, déclarait :

« Le Japon n'a pas plus en Chine qu'ailleurs d'ambitions territoriales. Il n'envisage pas davantage des projets